L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

N° 25 22e année · mercredi 19 juin 2019 l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

RAZ-DE-MARÉE FÉMINISTE

THIERRY PORCHET

14.06.2019

La grève des femmes a réuni plus d'un demi-million de personnes dans les principales localités du pays. Ce mouvement social extraordinaire méritait bien une édition spéciale. Tour d'horizon des principales manifestations en Suisse romande et projecteurs sur quelques-uns de ces temps forts.

POINT DE MIRE

Comme une seule femme!

Sonya Mermoud

C'est la journée de tous les superlatifs. En terme de colère. D'émotion. De nombre. De pluralité des luttes. De créativité. De fête aussi. Un raz-de-marée féministe, violet, revendicatif a déferlé sur la Suisse le 14 juin. Un tsunami dans la tranquille Helvétie du consensus et de la paix du travail charriant, pêle-mêle, les doléances d'une foule impressionnante formée d'adolescentes, de jeunes femmes, de mamans, de retraitées, de migrantes, de représentantes de la communauté LGBTQI+ et d'hommes solidaires aussi. Un mouvement majuscule, global, multiforme qui constitue, sans conteste, l'une des plus grandes mobilisations de l'histoire sociale suisse. La grève des femmes a ainsi réuni plus d'un demi-million de manifestantes venues crier leur ras-le-bol dans les principales localités de Suisse. Une colère puisant sa vigueur, sa sève, dans des discriminations multiples. Sur le front professionnel, avec la persistance d'inégalités salariales crasses, l'impossibilité pour nombre d'employées de percer le plafond de verre, en clair d'accéder à des postes supérieurs, des rentes misérables pour trop de femmes à la retraite. Sur la question du partage des tâches éducatives, ménagères, de soins aux proches. En matière de violences sexistes et de harcèlement dans l'espace public, sur les lieux de travail... Autant de dérives quantifiées avec des chiffres honteux se répétant en boucle, indignes d'une société fondée sur la démocratie, supposée garantir l'égalité des droits et des chances: les femmes gagnent toujours 20% de moins que leurs homologues masculins, une femme sur sept perd son poste en raison de sa maternité, une sur cinq a subi des actes sexuels non consentis... A l'exigence d'une disponibilité non-stop ou presque, au diktat de l'image et des clichés de la femme idéale pour ne pas dire potiche ou poupée, à la volonté d'une certaine classe politique et patronale, ravie des économies réalisées, de maintenir le statu quo dans le domaine de l'emploi, à tous les hommes accrochés à leurs prérogatives, aux comportements outranciers, dégradants, aux abus en tous genres: les manifestantes ont dit non. Et non, c'est non !

Ce refus de tant d'injustices a poussé des salariées à débrayer la journée ou momentanément. A arborer des vêtements et le badge aux couleurs du mouvement. A croiser les bras à 15h24, un des temps forts de la grève, heure à partir de laquelle les femmes ne sont plus payées. Ou à se joindre aux gigantesques cortèges au camaïeu de violet qui ont paralysé les principales villes suisses.

Ce 14 juin, les participantes se sont levées comme une seule femme. Elles ont abordé toutes les problématiques, sans tabou. Dénoncé d'une même voix le travail gratuit doublé d'un manque de reconnaissance aggravant. Les préjugés et stéréotypes d'un autre âge. Un moment de «communion» intense, d'une émotion rare, avec des prises de parole résonnant en force pour cette moitié d'humanité n'exigeant que de justes rémunérations, du temps et le respect qui lui est dû. Ce puissant signal doit désormais se traduire par des changements rapides et concrets. Les femmes ont montré leur aptitude à se mobiliser. Dans ce sens, elles ont déjà remporté une victoire. Mais après la pression de la rue, la bataille se poursuit au quotidien. Tous les partis, à l'exception de l'UDC, l'ont soutenue. A voir s'ils agiront en conséquence. La gent masculine dans son ensemble devra aussi prendre ses responsabilités et les manifestantes poursuivre la lutte. Un combat légitime qui nécessitera de profonds changements dans les mentalités. Reste à savoir si toute la société est prête à prendre ce virage. Elle a tout à y gagner... ■

ÊTRE FEMME, UN GRAND BONHEUR…

Au lendemain de la grève des femmes, la danseuse et chorégraphe Valentine Paley espère que ce «grand cri collectif» résonnera sur le long terme

Sonya Mermoud

Rien ne sied moins à Valentine Paley que l'immobilisme. Danseuse et chorégraphe, férue de sport, cette femme de 32 ans a toujours aimé le mouvement. Enfant, elle bouge, saute, adore se dépenser. Et, sous l'impulsion de ses parents, rejoint les cours de ballet classique puis de moderne-jazz à Vevey. En 2006, elle suit l'école de danse contemporaine Le Marchepied à Lausanne et étudie parallèlement à l'Université. Sa licence en français, philosophie et histoire du cinéma en poche, elle se perfectionne au Centre de développement de chorégraphie à Toulouse. «J'aime autant la danse que la chorégraphie. Deux disciplines complémentaires qui se nourrissent mutuellement, permettent de développer idées et esthétique», affirme la Vaudoise qui, depuis, a fondé avec deux musiciens la compagnie Fréquence moteur, alterne interprétations et créations, se livre volontiers à des performances de rue. Sa signature? «J'aime beaucoup utiliser la musique en live – avec une préférence pour les percussions et l'electro – et travailler en groupe. L'humour est aussi souvent une composante de mes interventions.» Si la jeune trentenaire, qui trouve dans son art «une manière d'être et de penser le monde», ne se situe pas dans une démarche militante, elle souligne néanmoins, en filigrane, sa dimension politique. «Montrer des corps qui dansent dans l'espace public est un acte fort», observe celle qui, en revanche, s'est clairement engagée dans le collectif de la grève des femmes de la Riviera. Et a promu des initiatives originales.

THIERRY PORCHET

«Etre féministe c'est permettre à chacun de trouver son émancipation», affirme Valentine Paley.

REGARD SUR LE CORPS

Des bières coiffées de capsules violettes et portant des étiquettes féministes, décalées, drôles: pour financer matériel et actions du 14 juin, Valentine Paley a invité une dizaine de dessinatrices à habiller des bouteilles faisant l'objet d'une série limitée. Ce projet a été facilité par sa casquette de directrice de PictoBello – qui crée chaque année à Vevey une BD géante – pour recruter les participantes. «Le résultat? Beau, touchant, engagé, original percutant, plein d'humour», commente la conceptrice, ravie du succès rencontré par cette idée – toutes les bières ont été vendues. Parmi les différentes problématiques portées par la grève, Valentine Paley retient surtout celle des inégalités salariales. «Je suis particulièrement choquée par cette question.» Dans son domaine professionnel, elle fustige aussi la place privilégiée qu'occupent les hommes. «Ils sont largement plus représentés sur scène que les femmes, obtiennent davantage de soutiens alors que les danseuses sont majoritaires. On imagine souvent que, dans ce milieu, plutôt de gauche, les discriminations n'existent pas ou sont moindres. A tort», relève l'artiste notant encore au passage le harcèlement sexuel ayant souvent cours dans ce secteur. «Il y a un fort regard sur le corps et, régulièrement, des remarques déplacées relatives au poids, à la coupe de cheveux… Les femmes devraient correspondre à des stéréotypes. J'ai moi aussi été touchée par ces dérives. Il est important de les dénoncer, même si le sujet reste généralement tabou.»

UNE ÉNERGIE UN PEU PUNK

Habituée au travail associatif, la Vaudoise a surtout apprécié, tout au long de ces mois de préparation de la grève, les rencontres avec d'autres femmes, «de tous les horizons, âges, parcours, politisées ou non». Et l'occasion offerte de mieux connaître l'activité syndicale. Reste qu'à sa grande déception, elle n'a pas pu se joindre le jour J à ses compagnes de lutte. «J'ai dû me rendre à Nice où je suis une formation pour devenir enseignante de yoga. Super frustrant. Aussi pour la dimension festive du 14 juin, la récompense à un large investissement», note Valentine Paley qui espère que ce «grand cri collectif» ne soit pas qu'un «simple feu d'artifice». «Je vais dans tous les cas continuer à me battre. Il y a encore tant à faire.» Questionnée sur la signification d'être une femme aujourd'hui, cette optimiste répond spontanément: «Un grand bonheur. Je suis bien dans mon genre. Ce qui me fâche a trouvé un exutoire dans mon engagement et une portée joyeuse, festive. Le 14 juin a rendu visible les problèmes mais doit se poursuivre», déclare Valentine Paley, qui se dit irritée par la bêtise, le racisme, le sexisme. «Une colère portée par une énergie un peu punk pour de bonnes raisons. Même si je suis devenue plus patiente et sage avec le temps.»

> «Je vais dans tous les cas continuer à me battre, il y a encore tant à faire»

DANSE CONTAGIEUSE

Née dans un milieu conservateur, sensibilisée relativement tard aux discriminations de genre, la militante précise avoir aussi pris conscience de certains de ses préjugés. Et changé son regard. «Je suis moins dans le jugement de personnes qui agissent différemment. Chacune développe ses stratégies. Etre féministe c'est permettre à tous de trouver son émancipation.» Associant le bonheur à des «désirs à sa mesure» – des amis, des projets, une baignade dans le lac, etc. – Valentine Paley, en couple, affirme être heureuse. Au chapitre des rêves, la dynamique et sympathique jeune femme confie son espoir d'une «culture plus accessible, inclusive décloisonnée». Alors qu'elle prépare aujourd'hui un spectacle qui se déroulera en janvier 2020 au théâtre de l'Oriental à Vevey. La trame? Un fait divers qui s'est produit en 1508 à Strasbourg, une épidémie… de danse. «Les gens dansaient dans la rue, sans raison. Certains ont toutefois émis l'hypothèse que l'événement avait été provoqué par des conditions de vie difficiles, une sorte de burn-out exorcisé par la danse et un effet de contagion.» De quoi, dans tous les cas, séduire Valentine Paley, toujours dans le mouvement, qui estime que même une manifestation, c'est presque une danse… ■

DE BIAIS

Daniel Süri

LES FEMMES, L'ARGENT ET L'ARGENT DES FEMMES

«Vous vous souvenez certainement (mon œil, c'est une basse flatterie!) du neveu de la secrétaire (Double D) de Triple C (alias Carine Cordonnier-Cavin), la nouvelle directrice des RH de la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée)? Mais si voyons, celui qui avait besoin de conseils pour son entretien d'embauche. Vous y êtes, là? C'est bon, on peut poursuivre?»

Les membres de mon fan-club – trois, dont un président d'honneur – auront immédiatement reconnu le début de ma chronique du mois d'avril. Les autres trouveront qu'il y a trop de parenthèses ouvertes et refermées dans cette phrase, ce qui la rend sensible aux courants d'air.

Donc le neveu de Double D avait trouvé un stage! Gloria, Alléluia, *and all sorts of things,* comme ils disent à Buckingham Palace. A l'essai, le stage. Qui consistait à dépouiller la presse reçue au siège de la Manip et à en faire un résumé à l'usage des cadres de manière que ces messieurs-dames soient au top de l'actualité en un rien de temps. Et comme l'air embaumait de plus en plus le 14 juin, la presse abordait la question de l'égalité hommes-femmes avec gourmandise sinon conviction. Et le neveu – dont les nom et prénom ne sont malheureusement pas passés à l'histoire – résumait laborieusement l'article de *PME magazine* consacré à l'égalité salariale vue par la responsable des grandes fortunes d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie à l'UBS. Elle n'y allait pas avec le dos de la cuiller en argent, question inégalité des revenus: «Tout se joue à l'âge de l'argent de poche.» Et voilà pourquoi votre fille est sourde! Ah, non, pardon, pourquoi elle gagne moins. Bande de cloches! C'est parce que vous lui donnez 10 à 30% de moins d'argent de poche qu'à vos garçons. Et une fois cette mauvaise habitude prise, tout en découle. Il faut donc expliquer à vos filles qu'elles ont droit aux mêmes «gratifications financières» *(sic)* que les garçons. Et qu'elles doivent le réclamer, ce droit. Comme ça, elles acquièrent en plus des compétences en négociation, dans l'environnement sécurisant qu'est la famille. Dixit la cheffe des grandes fortunes à l'UBS pour l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. C'est mignon tout plein, cette belle histoire familiale. Passons sur l'image de la famille, havre de sécurité; on se croirait dans un reportage de *Point de Vue* raconté par Stéphane Bern. Interrogeons-nous toutefois un tantinet sur cette idée biscornue que le fait de revendiquer un traitement égal, donc un droit, développe le sens de la négociation. Si un droit se négocie, ce n'est plus un droit, non? La sœur du neveu anonyme de Double D le lui rappelle tous les jours: «Un droit ça se prend, ça ne se négocie pas!» Mais peut-être que chez les grandes fortunes d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie, on pratique l'égalité tranche après tranche. Pas tout d'un coup, progressivement, pour éviter l'indigestion. Au goutte-à-goutte. Un peu comme le relèvement de l'âge de la retraite des femmes en Suisse… Bon alors, après avoir appris à Marie-Hélène, Léopoldine ou Bérengère comment négocier son égalité de traitement, que faisons-nous, Madame la banquière? Eh bien, nous constatons que l'éducation à l'argent est de plus en plus importante, d'autant plus que le niveau de compétence financière des gens a baissé. Il est plus bas qu'il y a trente ans. En Suisse, par exemple, seulement 57% de la population comprend les mécanismes de l'argent tels que l'endettement ou l'inflation, selon une étude savantissime citée par Madame. Pour ceux et celles qui l'ignorent, nos parents savaient donc parfaitement que l'inflation était une augmentation de la masse monétaire entraînant une hausse généralisée et durable des prix, ce qui la distingue d'une simple élévation du coût de la vie. Tu parles, Charles!

Mais l'essentiel n'est pas là, pour Madame la banquière. Le tableau ainsi dressé déterminisme dès l'enfance, femmes discriminées face à l'argent, compétences en baisse, etc. n'est là que pour canaliser le bel élan du 14 juin vers le Saint-Graal, l'alpha et l'oméga: «Les femmes ont besoin de conseils adaptés, qui les aident à optimiser leur fortune en prenant en compte les risques spécifiques auxquels elles sont confrontées.» Ben oui, c'est d'autant plus nécessaire que l'on constate, toujours selon Madame la banquière, qu'une différence de revenu de 10% peut déboucher sur une différence de fortune de 40%. Oh là là, mais comment se fait-il, Apolline? Eh bien, chère amie, mon mari banquier m'a dit que cela avait à voir avec la retraite par capitalisation, à laquelle les banques et les assurances tiennent beaucoup. Moins on a, moins on économise et moins on capitalise, m'a expliqué mon Albin.

Fortiche, hein, les banquiers: l'inégalité salariale devient l'inégalité monétaire et l'argent, c'est leur métier. Donc, votre argent, même de poche, les intéresse. Car vous aussi, Mesdames, vous avez droit à leurs services. En toute égalité, bien sûr! ■

LA GRÈVE FÉMINISTE ENTRE DANS L'HISTOIRE!

Plus de 500 000 femmes se sont mobilisées partout en Suisse pour défendre leurs droits et exiger une réelle égalité

Sylviane Herranz

ERIC ROSET

L'égalité un point c'est tout. Les femmes ont donné de la voix à leurs revendications.

Une vague violette, une marée violette, un océan violet! Le 14 juin, les métaphores sont allées crescendo pour qualifier une journée historique. Celle de la plus grande mobilisation sociale qu'a connue la Suisse, après la grève générale de 1918 et la grève des femmes du 14 juin 1991. Une journée ayant débuté au milieu de la nuit déjà pour certaines, avec des actions symboliques comme l'illumination de la cathédrale de Lausanne, celle de la tour Roche à Bâle, ou encore un jet d'eau de Genève se colorant lui aussi de la couleur de la grève.

Selon l'Union syndicale suisse (USS), plus de 500 000 personnes ont été comptabilisées dans les manifestations s'étant déroulées dans toutes les grandes villes du pays: 160 000 à Zurich, 60 000 à Lausanne, 40 000 à Berne, autant à Bâle, 20 000 à Genève, 12 000 à Fribourg et à Sion, 10 000 à Neuchâtel, Bellinzone et Winterthur... Un demi-million de femmes et d'hommes solidaires, auxquels s'ajoutent toutes les personnes ayant marqué cette journée d'une autre manière à leur poste de travail ou à la maison.

GRÈVE VICTORIEUSE À LUCERNE

Les revendications concernant le monde du travail ont été largement portées, dans des entreprises et dans la rue. Plus de 500 horlogères de la Vallée de Joux ont lancé le mouvement en fin de matinée (voir page 10). Au même moment, un demi-millier de vendeuses ont interrompu leur travail dans la vieille ville de Berne pour exiger reconnaissance, davantage de salaire et des heures d'ouvertures des magasins permettant de concilier vie de famille et vie professionnelle. A Nyon aussi, les vendeuses sont sorties très nombreuses dans la rue, en fin de journée, contre l'extension des horaires (voir page 5). Des pauses prolongées ont aussi eu lieu chez Nivarox au Locle et chez Zimmer à Winterthur.

A Lucerne, des nettoyeuses ont obtenu gain de cause après trois heures de grève. Elles avaient croisé les bras en début de matinée pour exiger le paiement d'un quart d'heure de travail gratuit effectué pour la préparation du matériel, celui du temps de déplacement pour les mandats hors de la ville, et pour l'arrêt du harcèlement et des insultes faisant partie de leur quotidien. Les grévistes, soutenues par Unia, ont forcé le propriétaire de la société à négocier. Il s'est engagé à payer intégralement le temps travaillé et les déplacements à ses quelque 24 collaboratrices. Grèves et débrayages étaient aussi à l'ordre du jour dans les services publics. Avec, par exemple, un arrêt de travail de 500 employées du CHUV à 11h et une grève suivie par plus de 2000 enseignantes et enseignants dans le canton de Vaud. Dans une douzaine d'écoles, la grève a été totale, informe l'USS.

LE DÉBUT D'UN MOUVEMENT PLUS FORT

«L'égalité de traitement des femmes dans la vie professionnelle et dans la société doit, et va, avancer», lance la faîtière syndicale, saluant les nouveaux réseaux créés dans la préparation de la grève des femmes de 2019. Cette dernière «marque ainsi le début d'un mouvement pour l'égalité, mieux interconnecté et donc plus fort». Unia se félicite aussi de cette mobilisation exceptionnelle. Vania Alleva, présidente d'Unia et vice-présidente de l'USS, résume: «C'est une journée forte, qui donne un signal clair: les femmes en ont assez, il faut du concret. Comment? Dès demain, nous continuerons de demander du respect, du temps, de l'argent. Et cet automne déjà, lors des négociations salariales, nous nous battrons pour des augmentations pour tous et des hausses supplémentaires pour les femmes.» ■

DES MANIFESTANTES EXPRIMENT LEURS ATTENTES DE CE 14 JUIN. TÉMOIGNAGES

THIERRY PORCHET

AURÉLIE VOUILLOZ, 50 ANS, MÉDECIN, SION

«N'étant pas directement concernée par les problèmes d'égalité, je participe à la grève par solidarité. Je travaille à 80% et c'est aujourd'hui mon jour de congé. J'espère que ce 14 juin génère une large prise de conscience. Il faut déjà introduire des changements dans l'éducation des enfants, éliminer les références sexistes dans les manuels scolaires. Sur les questions de viol et de harcèlement dans la rue, les articles de loi doivent être adaptés. Les femmes ne doivent pas craindre d'être... des femmes. Il faut qu'elles puissent se balader le soir dans la rue sans inquiétude, indépendamment de leur tenue vestimentaire. Idem au travail. La présence de toutes ces manifestantes, d'habitude silencieuses, indique clairement la nécessité d'agir. Si on a fait quelques progrès ces dernières décennies, il reste beaucoup à faire. La femme de demain doit être libre, autonome et sans peur.» ■ **Propos recueillis par SM**

SYLVIANE HERRANZ

YEVGENA, HORLOGÈRE, 23 ANS, LA VALLÉE DE JOUX

«Je me suis engagée assez récemment dans le collectif. Une amie du groupe femmes d'Unia m'avait invitée à voir le film *Bread and Roses,* le 6 mars au Sentier. Ça a été décisif. J'ai été très touchée par ce film. Pourquoi les femmes devraient-elles être toujours inférieures aux hommes? Ça a été une prise de conscience, qu'il fallait agir par solidarité avec toutes les autres femmes, et pour faire changer les choses dans la branche horlogère, pour qu'il y ait du respect, du temps, des salaires justes. Plus nombreuses on sera, plus on y arrivera. Moi-même, je suis payée comme une ouvrière pour mon travail au contrôle, alors que j'ai un CFC. Mais je me bats pour mes collègues. C'est important d'être là ce 14 juin, pour "gréver", en solidarité avec elles. J'attends de cette journée que davantage d'horlogères s'engagent, pour qu'il n'y ait plus d'inégalité salariale et que nos revendications aboutissent. J'espère que ma génération verra des changements.» ■ **Propos recueillis par SH**

JACQUELINE RICCIARDI, COMÉDIENNE ET MEMBRE DU COLLECTIF GENEVOIS DE LA GRÈVE DES FEMMES ET MARGOT WERLEN, SA FILLE, 20 ANS, ÉTUDIANTE À MANCHESTER

«Il n'y a pas de baguette magique du 14 juin! Ce n'est pas en une journée qu'on va régler tous les problèmes», reconnaît celle que l'on surnomme Jaja. «En revanche, le fait d'avoir organisé une telle grève au niveau national aura permis à énormément de personnes de prendre conscience des nombreuses inégalités et de visibiliser les discriminations dont sont victimes les femmes. Maintenant j'espère que les revendications remonteront de la base vers les instances de gouvernance.» Sa fille, Margot, est revenue expressément d'Angleterre pour faire partie de ce moment historique. «La mobilisation doit s'ancrer dans la durée. A tous les niveaux, que ce soit politique, social ou encore dans la vie de tous les jours, on doit installer un rapport de force avec le machisme.» Jacqueline aspire à un changement profond de la société. «En 1991, la première grève des femmes a été décisive pour moi dans ma conscientisation politique. Mais c'est quand j'ai eu mes enfants que j'ai pris les inégalités de plein fouet et que je me suis vraiment engagée. De par mon parcours de mère et d'intermittente du spectacle, je suis très attachée à la notion de care et de domesticité en général et milite pour un congé parental digne de ce nom et une répartition égalitaire du travail rémunéré et non rémunéré.» En tant que femme queer, Margot rêve à plus de tolérance en Suisse. «Je voudrais pouvoir me déplacer sans me faire harceler. La libéralisation des femmes queer, de leur parole et de leurs droits doit aller de pair avec celle des femmes en général.» ■ **MT**

MANON TODESCO

SOLANGE THIÉMARD, 22 ANS, MILITANTE, LA CHAUX-DE-FONDS

NEIL LABRADOR

«Nous sommes encore tous remplis de stéréotypes. On se trimballe avec des casseroles, et c'est le cas de le dire! Face à l'oppression, aux injonctions de ce que doit être une femme – par exemple, je laisse pousser mes poils depuis deux ans et demi et j'ai toujours des remarques –, au harcèlement de rue, aux inégalités au travail, en politique, dans le partage des tâches, cette journée du 14 juin n'est qu'un début.

Je rêve d'une société à l'écoute. Chaque personne est un individu avec ses singularités et, en même temps, la part d'un tout. Si on ne protège pas les autres, on ne se protège pas soi-même. Ça me touche de voir des hommes solidaires aujourd'hui avec nous, qui ont compris qu'ils ont tout intérêt à être féministes. Car notre but commun, c'est l'égalité, le respect, le bien-être de tous.» ■ **Propos recueillis par AA**

MURIELLE, 19 ANS, ET MARIE-PRUNE, 18 ANS, ÉTUDIANTES, FRIBOURG

NEIL LABRADOR

«Nous voulons obtenir l'égalité, partout.» Etudiante âgée de 19 ans, originaire du Cameroun, Murielle ne comprend pas qu'au XXIe siècle perdure les inégalités. «Est-ce une faute d'être une femme? Dans tous les cas, c'est un désavantage.» Comment se matérialisent ces inégalités au collège? «Je suis en option Santé et il y a plus de femmes que d'hommes. Si on attribuait des métiers selon les sexes, il y aurait plus de mecs. C'est une question d'éducation, faut que ça change.» Sa camarade, Marie-Prune, 18 ans, ajoute: «Il y a toujours des commentaires, par exemple à la gym, lorsque nous avons joué au rugby, le prof nous a congratulées comme s'il était inimaginable que nous pratiquions ce sport.» La jeune femme porte une pancarte où il est écrit: «A bas les pléonasmes». Les pléonasmes? «Style femme de ménage», répond-elle malicieusement. «Maintenant, il faut que la mobilisation continue, pas que ça s'arrête», conclut sa copine. ■ **JB**

MOVENDO

Movendo, L'Institut de formation des syndicats
Des places sont disponibles pour les cours suivants:

Cours pour tous

Construire son image professionnelle via Linkedin
Ma 10.9 Lausanne, Hôtel Aulac

Qui gouverne en Suisse? Comprendre les enjeux politiques
Je 12 – Ve 13.9 Chexbres, Hôtel Préalpina

Robotisation et numérisation: de nouveaux modèles de travail?
Me 25.9 Lausanne, Hôtel Aulac

Se profiler et affirmer sa présence en tant que femme
Je 26 – Ve 27.9 Chexbres, Hôtel Préalpina

Mon certificat de travail est-il conforme?
Ve 27.9 Lausanne, Hôtel Aulac

Animer et conduire une séance
Me 2.10 Neuchâtel, Hôtel Alpes et Lac

Histoire du mouvement syndical
Je 3 – Ve 4.10 Ste-Croix, Hôtel de France

Je travaille et j'élève mes enfants: outils pour être efficace chez soi
Ve 4.10 Lausanne, Hôtel Aulac

Politique migratoire et droits des migrant-e-s: situation et perspectives
Lu 7 – Ma 8.10 Morges, Hôtel La Longeraie

Ménager la santé au travail: une affaire de chacun-e
Lu 7 – Ma 8.10 Chexbres, Hôtel Préalpina

Prendre en main sa trajectoire professionnelle
Je 17 – Ve 18.10 Morges, Hôtel La Longeraie

Gestion de l'agressivité dans les services publics
Lu 21 – Ma 22.10 Morges, Hôtel La Longeraie

Pour les membres des syndicats, les frais sont en général pris en charge par le syndicat d'affiliation.
Informations et inscriptions: www.movendo.ch, info@movendo.ch téléphone 021 310 48 70.

WWW.EVENEMENT.CH

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR *L'Événement syndical*
Syndicat Unia

PRÉSIDENT *Aldo Ferrari*

RÉDACTRICE EN CHEF *Sylviane Herranz*

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR *Nicolas Jacot*

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, Freddy Landry, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES
Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS *39 éditions par an*
Abonnement annuel Fr. 60.–
Abonnement de soutien Fr. 100.–
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 60 371 exemplaires

VOUS VOUS INTÉRESSEZ à l'actualité du monde du travail? VOUS ÊTES SENSIBLES aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés? VOUS SOUHAITEZ une information à l'échelle romande, nationale et internationale? ABONNEZ-VOUS

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

☐ **Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)**
☐ **Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)**
☐ **Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois**

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à *L'Événement syndical* · place de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
forum@evenement.ch · Tél. 021 321 14 60

MINI ANNONCES

Cocher la case qui convient

☐ EMPLOI
☐ VACANCES
☐ À LOUER
☐ IMMOBILIER
☐ 2 & 4 ROUES
☐ À VENDRE
☐ À ACHETER
☐ RENCONTRES
☐ ANIMAUX
☐ DIVERS

18 mots maximum, vos coordonnées non comprises
Tarif: 20 francs (à glisser dans l'enveloppe avec votre annonce)

Ecrire lisiblement, en majuscules. Une lettre par case et une case de libre entre chaque mot

Indiquer vos coordonnées précises (adresse ou numéro de téléphone) dans le texte de l'annonce (non compris dans les 18 mots)

Vos annonces sont à envoyer à: L'Événement syndical, Service des annonces, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne

COUP DE 14.06.2019

DAVID PRÊTRE

Sur la place Saint-François à Lausanne, beaucoup de discours et des cours de self-défense.

DAVID PRÊTRE

Grève rime avec rêve, et Eve…

ERIC ROSET

Luttes plurielles.

NEIL LABRADOR

S'engager, avec le sourire.

NEIL LABRADOR

Les jeunes ont répondu à l'appel en force.

ERIC ROSET

Les femmes ont pris leur destin en main.

«LA RÉVOLUTION COMMENCE À NYON»

A Nyon, le 14 juin, plus de 120 vendeuses, vendeurs et personnes solidaires ont manifesté contre l'extension des horaires des magasins le samedi jusqu'à 19h

SYLVIANE HERRANZ

Le personnel de vente de Nyon, dont une majorité de femmes, a manifesté ensemble le 14 juin.

Sylviane Herranz

«L'histoire de la révolution dans votre branche a commencé à Nyon!» Vendredi, à l'occasion de la journée de la grève des femmes, Komla Kpogli, secrétaire syndical d'Unia, ne cachait pas son enthousiasme à l'issue de la manifestation qui a rassemblé plus de 120 vendeuses, vendeurs, membres du comité référendaire et du collectif du 14 juin. Ensemble, ils ont défilé dans les rues commerçantes de la ville pour protester contre l'extension de l'ouverture des magasins à 19h le samedi, et appelé à signer le référendum lancé contre cette décision. Devant le château de Nyon, Bruno a exprimé le ras-le-bol de toute une profession: «En plus de salaires misérables, à moins de 3500 francs pour celles et ceux qui débutent, nos vies de famille sont menacées! Partout, les patrons veulent étendre les horaires sans prendre en compte ce que cela représente pour nous. Nous devons continuer à nous organiser avec notre syndicat. Grâce à vous, un mouvement jamais vu est en train de naître dans le secteur de la vente. J'appelle toutes les vendeuses et tous les vendeurs de tous les cantons à lutter ensemble contre les extensions d'horaires, et contre les *fake-news* et les manipulations à notre sujet.» Le vendeur faisait là allusion à des déclarations dénigrant le référendum.

WEEK-END SACRÉ, POUR NOUS AUSSI!

La manifestation s'est ébranlée juste après la fermeture des magasins. Les slogans fusaient: «Ne touchez pas à nos samedis!», «Le week-end est sacré, il l'est pour nous aussi!» «Pour faire taire les vendeuses, tous les moyens sont bons!», «Augmenter les horaires: non, non, non! Augmenter les salaires: oui, oui, oui!». Peu avant le défilé, Patricia, membre du comité référendaire, témoigne: «En tant que vendeuse senior, c'est important de me battre contre cette extension. Je le fais pour mes jeunes collègues. Je le vois, de plus en plus d'auxiliaires à bas salaires sont engagées. Nous devons lutter pour ces femmes, ces mamans qui travaillent. On tente de banaliser les extensions d'horaires, mais on se rend bien compte qu'à partir d'une certaine heure, il n'y a plus personne dans les magasins. Une heure de plus n'est pas la solution aux problèmes du commerce de détail.» Jeanne est vendeuse dans une grande surface. Elle rappelle que l'horaire du samedi a déjà été prolongé de 17h à 18h il y a quelques années. «A l'époque, on était plus de 50 caissières. Aujourd'hui, nous sommes moins de 20. Ils veulent économiser sur tout, les personnes partant à la retraite ne sont pas remplacées. Quand ils peuvent licencier quelqu'un, ils le font. Nous avons énormément de pression. Tous les matins, on nous dit qu'il faut faire du chiffre, du chiffre… Un des arguments de ceux qui veulent l'extension à 19h est que les gens ont droit de faire la grasse matinée. Et nous, nous n'y avons pas droit? Et pas le droit de profiter de nos familles? En cette journée de grève des femmes, nous avons toutes les mêmes revendications: nous devons être reconnues, respectées, sinon nous n'avons plus de vie.» Durant toute la journée, des stands et des porte-à-porte ont été organisés pour récolter des signatures. Pour l'heure, environ 1200 ont été réunies. «Nous allons redoubler d'effort pour atteindre les 2000 nécessaires d'ici au 28 juin», lance Komla Kpogli d'Unia. ■

Le 26 décembre, c'est encore Noël

En échange d'une nouvelle ouverture dominicale, les vendeuses neuchâteloises veulent deux jours fériés en plus

Jérôme Béguin

Réuni le 3 juin dernier en assemblée générale, le groupe de travail de la vente d'Unia Neuchâtel a fixé sa position pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) cantonale du commerce de détail. Entrée en vigueur en 2014, cette CCT, à laquelle quelque 500 entreprises et 3300 salariés sont assujettis, selon les chiffres de 2016, contient plusieurs avancées sociales sur le plan des salaires, des horaires et des congés. Elle échoit fin 2020 et les représentants patronaux ont déjà fait connaître leurs revendications.

«Ils conditionnent le renouvellement à un deuxième dimanche d'ouverture des magasins», explique Céline Dupraz, secrétaire syndicale d'Unia Neuchâtel. En mars 2018, les libéraux-radicaux avaient déjà tenté de décrocher une nouvelle ouverture dominicale en déposant un projet de loi qui, comme le dénonçait Unia, court-circuitait le partenariat social. Par 58 voix contre 49 et 5 abstentions, le Grand Conseil avait suivi l'avis du syndicat. «Ici nous ne vivons pas la situation genevoise», lâche Céline Dupraz. Pour rappel, les Genevois ont, en mai, accepté en votation trois ouvertures dominicales et le canton du bout du lac n'a plus de CCT du commerce de détail depuis 2017. A Neuchâtel, le compromis forgé par les partenaires sociaux prévoit une ouverture dominicale annuelle. Le travail se fait sur la base du volontariat, il est limité à sept heures et le salaire majoré de 50%.

NEIL LABRADOR

Le groupe de travail de la vente d'Unia Neuchâtel a fixé sa position pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) cantonale du commerce de détail.

DES CONTRATS SPÉCIFIQUES POUR LES ÉTUDIANTS

«L'année dernière, nous avons réalisé une enquête auprès des vendeurs et des vendeuses, 50% des sondés se sont dits favorables à une compensation sous la forme de temps. Nous avons donc décidé de présenter aux employeurs une contre-proposition. En échange d'un deuxième dimanche, nous demandons à ce que le 26 décembre et le 2 janvier soient des jours fériés. Ces jours-là sont importants pour les vendeurs, en particulier le 26 décembre où on fête encore Noël. Il faut bien comprendre que notre but n'est pas de faire perdre du chiffre d'affaires, il est, au contraire, de préserver les emplois. Nous ne sommes pas opposés par principe à plus d'ouverture si on nous en démontre l'utilité. Nous pensons que le 26 décembre et le 2 janvier n'apportent rien en termes de chiffre d'affaires», souligne la secrétaire syndicale.

Les patrons ont encore une autre exigence, ils veulent plus de flexibilité. «La CCT interdit le travail sur appel, le salaire doit toujours être le même chaque mois, pour nous c'est une sécurité. Les employeurs demandent l'introduction de contrats variables pour une partie du personnel, qui leur permettraient d'engager des étudiants. Il est exclu que d'autres personnes, comme des mères de famille, soient obligées d'accepter ces contrats. Notre contre-proposition ce sont des contrats spécifiques pour les étudiants, conclus uniquement sur présentation d'une carte attestant leur statut.»

La commission paritaire doit se réunir le 27 juin pour discuter de tout cela. Céline Dupraz se dit confiante sur le résultat des négociations. «Notre collaboration est intelligente. J'y crois.» ■

POING LEVÉ

LEVONS LE TABOU

Par Manon Todesco

S'il y a bien une chose qui nous réunit toutes, nous les femmes, ce sont les règles. Douloureuses ou pas, abondantes ou pas, ponctuelles ou pas, régulières ou pas, handicapantes ou pas, nous ne sommes pas toutes égales face à nos menstruations, mais elles nous concernent toutes à un (long) moment de notre vie. Elles sont notre réalité. Chaque mois, la moitié de l'humanité est confrontée à ces ragnagnas, tout comme l'autre moitié, en qualité de conjoint, de frère ou d'ami. Un processus on ne peut plus naturel, signe de bonne santé. Et pourtant, les règles restent un sujet gênant qu'on préfère souvent garder secret, même en Occident. Dans certains pays, la honte et l'angoisse qu'elles procurent peuvent même mettre en danger la santé des filles et des femmes. Afin de sensibiliser pour mieux briser cet immense tabou, la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle a eu lieu le 28 mai.

D'après l'Unesco, une femme sur dix en Afrique manque l'école chaque mois faute d'équipements sanitaires suffisants ou de peur de se tacher. En Iran, 48% des jeunes filles pensent que les règles sont une maladie, selon l'Unicef. Une désinformation qui laisse place aux mythes en tout genre, rabaissant les femmes, les rendant impures, sales, voire contagieuses. Bref, un prétexte de plus pour diaboliser le corps des femmes. L'autre gros problème, mis en évidence par cette Journée, c'est l'accès aux protections hygiéniques. Car les menstruations, ça a un coût! En moyenne, une femme vivra environ 480 cycles, entre 13 et 50 ans, et utilisera à chaque fois une vingtaine de serviettes ou de tampons, soit plus de 10 000 protections dans son existence. Si on y ajoute les frais annexes générés par les règles, à savoir les antidouleurs et les sous-vêtements à renouveler, on arrive à un total de plus de 25 000 francs selon une étude britannique de 2015.

Un budget que de nombreuses femmes, à l'autre bout du globe mais aussi chez nous, ne peuvent pas se permettre. Un luxe qui contraint les femmes défavorisées aux quatre coins du monde à recourir au système D, à la débrouille, qui n'est pas sans risque pour leur hygiène et leur santé. Un business avec lequel les Etats s'engraissent, en continuant à taxer les protections hygiéniques et en refusant de les considérer comme des produits de première nécessité. Une discrimination et une injustice sociale caractéristiques d'une société conçue par les hommes et pour les hommes. Pour combien de temps? Car les femmes sont aujourd'hui déterminées à venir à bout de cette récemment nommée précarité menstruelle. En appelant aux dons de protections périodiques pour les plus démunies, en exigeant la gratuité de ces dernières dans les écoles et les lieux de formation, en militant contre la taxe tampon ou encore en se mobilisant pour leur remboursement. Un combat qui commence à porter ses fruits, notamment en France et en Ecosse, où écolières et étudiantes pourront bientôt bénéficier de protections gratuites. Un débat qui s'est aussi invité le 14 juin en Suisse, et dont il serait souhaitable que les dirigeants de ce pays se saisissent. ■

RAZ-DE-MARÉE FÉMINISTE

A l'occasion de la grève des femmes, plus d'un demi-million de participantes sont descendues dans les rues des principales villes du pays pour dénoncer les discriminations plurielles dont elles sont toujours victimes. Un événement historique. Tour d'horizon en Suisse romande

Dès 10h

NEIL LABRADOR

ERIC ROSSET

ERIC ROSSET

DAVID PRETRE

NEIL LABRADOR

Un poing levé comme un coup d'envoi à la grève. Tôt le matin à Genève, des nettoyeuses ont débrayé. Alors que des travailleuses de l'économie domestique, essentiellement des migrantes n'ont pas, en raison de leur statut précaire, osé se joindre au mouvement et se sont fait représenter par des silhouettes. A Lausanne à 10 heures, l'hymne des femmes a fait trembler les murs et les cœurs alors qu'à Bienne, les manifestantes convergeaient vers la place Centrale, prêtes au défilé.

BIENNE: MANIFESTATION EXCEPTIONNELLE Les grévistes ont pu se retrouver dès 11h sur la place Centrale. A midi, elles étaient près de 400 pour un repas en commun et des échanges. Lancé peu avant 17h, le cortège a rassemblé plus de 3000 personnes. Une manifestation exceptionnelle pour la ville seelandaise! A coup de «So-solidarité avec les femmes du monde entier» et de «On ne lâche rien», le défilé a sillonné le centre-ville avant de revenir sur la place Centrale animée par un bar et une discothèque féminine. ■
JB/photo Neil Labrador

PORRENTRUY: LES TRAVAILLEUSES RASSEMBLENT LEURS REVENDICATIONS Unia Transjurane a invité les travailleuses de la région à venir partager une paella géante sur fond de manifestation très animée et colorée, ponctuée par un cortège parti de l'Hôtel de Ville pour converger au parking des Postes. Un stand syndical était spécialement consacré au remplissage de bulletins de revendications. «Nous en avons déjà collectés des centaines dans les entreprises ces dernières semaines, précise Marie-Hélène Thies, responsable des groupements des femmes à Unia Transjurane. Les demandes formulées par les travailleuses nous permettront notamment de mieux cibler les priorités, en particulier dans les prochaines négociations salariales qui vont bientôt s'ouvrir dans l'horlogerie.» ■ **PN/photo Pierre Noverraz**

15h24

SION: LES MONTAGNES ONT TREMBLÉ... Dans le Valais réputé conservateur, la mobilisation a été qualifiée d'historique avec, pour point d'orgue de la rencontre, la manifestation qui a réuni dans les rues sédunoises pas moins de 12 000 personnes. Toute la journée, différentes actions se sont déroulées à Sierre, Monthey, Martigny, entre prises de parole, ateliers de pancartes, visite dans la capitale valaisanne de la Tour des sorciers devenue celle des sorcières... La veille déjà, à Sion, un café-philo sur le thème «L'illusion de l'égalité», suivi d'une procession aux bougies et de témoignages liés à des violences sexistes, a lancé le mouvement. Autres temps forts de ce 14 juin, la réunion devant le bâtiment du Grand Conseil pour porter les revendications, le chant de doléances des Indociles aussi piquant que pertinent, et la pause et le silence observés à 15h24, heure à partir de laquelle les femmes ne sont plus payées. «Nous voulons la place qui nous revient, au moins la moitié», a réclamé une manifestante. Avant le départ du défilé, une nonagénaire qui avait participé à la grève de 1991 a rappelé au micro: «Rien ne nous a été donné. Tout a été pris.» ■ **SM/photos Thierry Porchet**

DELÉMONT: UNE FOULE RECORD Pique-niques, animations, allocutions, apéritifs ont ponctué cette journée de grève dans le Jura et le Jura bernois, à Moutier, Saint-Imier, Porrentruy, Bassecourt, Saignelégier notamment. Et c'est à Delémont que toutes les manifestantes de la région ont convergé pour une marche des femmes impressionnante. Plus de 4000 personnes: de mémoire de chroniqueur, on n'avait jamais vu un rassemblement d'une telle ampleur – et d'une telle intensité – depuis la création du nouveau canton. Des femmes de tous âges et de tous milieux ont rivalisé de créativité pour colorer et animer le cortège qui, après un sit-in face à un rond-point, s'est terminé par une fête dans la cour du Château, le lieu abritait le festival de la BD. Les dessinatrices romandes ont, pour l'occasion, réalisé un fanzine retraçant cette grève retentissante. ■ **PN/photo Pierre Noverraz**

NEUCHÂTEL: LE VOL DÉNONCÉ Sur la place du Temple rebaptisée place de l'Egalité, 15h24 moins 30 secondes, le décompte est scandé par la foule nombreuse. Vingt-neuf, ... trois, deux, un: sifflements, applaudissements, casseroles, hurlements et cris de sorcières qui semblaient ne vouloir jamais s'arrêter, si Catherine Laubscher, membre du collectif des femmes, secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel, n'avait pris le micro: «Le Parlement va nous entendre, les entreprises vont nous entendre, nos amoureux et nos amoureuses vont nous entendre! L'inégalité salariale c'est le vol des femmes: 630 francs par mois, 5000 francs par année, 300 000 pour une vie professionnelle, c'est du vol! Nous sommes ici pour prendre ensemble de la force, pour continuer nos luttes féministes. Nous les vieilles, nous vous sommes reconnaissantes chères jeunes de prendre le flambeau.» ■ **AA/photo Neil Labrador**

Dès 18h

LAUSANNE: «ON NE LÂCHE RIEN!» A 18h, le cortège a peiné à s'ébranler, tant les manifestantes étaient présentes. Cette marche a rassemblé tous les collectifs du canton de Vaud, soit quelque 60 000 personnes. Des banderoles et des pancartes à bout de bras, pointe de l'iceberg de la créativité du mouvement: «Nos désirs font désordre», «Des émotions pour les garçons», «Salaires des femmes -20%, c'est les soldes permanents?», «D'habitude on range, aujourd'hui on dérange!», aux côtés de dessins de vulves et de clitoris (avec la mention: «Ceci n'est pas un point»). Des femmes, quelques-unes torse nu, des enfants et des hommes ont scandé des slogans antipatriarcaux et solidaires avec les femmes du monde entier, dans une ambiance festive. Sur la place de la Riponne, où, à minuit, tout avait commencé par un feu après l'illumination fuchsia de la cathédrale, les manifestantes ont conclu en chœur par: «On ne lâche rien après le 14 juin!» ■ **AA/photo David Prêtre**

GENÈVE: FORTES, FIÈRES ET EN COLÈRE La pluie a laissé la place à un après-midi ensoleillé, qui a vu des centaines de femmes affluer vers la plaine de Plainpalais dès 15h. Deux heures plus tard, elles étaient plus de 20 000 selon les organisateurs. Du jamais-vu au bout du lac. Alors que la tête du cortège avait atteint le pont du Mont-Blanc, au bout, on n'avait pas encore décollé de la plaine. Travailleuses, mères, grands-mères, retraitées, migrantes, handicapées, requérantes d'asile, étudiantes, écolières, issues des minorités sexuelles, voilées ou encore porte-parole de celles qui n'ont pas pu ou osé manifester: elles étaient toutes là, fortes, fières et en colère. Déterminées, créatives et spontanées, les femmes ont pris la ville, entre danses et chants, au rythme des percussions. Une légèreté entrecoupée de discours au ton grave, sur la précarité des métiers féminins, les violences ou encore le harcèlement. Un moment surtout émouvant, plein de ferveur, où l'on a vu des jeunes femmes partager leurs expériences avec des féministes de la première heure. «Plus on est de folles, moins ils rient», tout est dit! ■ **MT/photos Eric Roset**

FRIBOURG: DU JAMAIS-VU 18h30, pour le départ du défilé, plus de 12 000 personnes, selon l'estimation de la police, se sont rassemblées autour de la place Georges-Python, le centre névralgique de la journée renommé pour l'occasion «Georgette-Pythonne». Vu l'affluence, le cortège très coloré a mis près d'une demi-heure à s'élancer, emmené par les slogans «A ceux qui veulent dominer les femmes, les femmes répondent résistance!» ou «So-solidarité avec les femmes du monde entier». Une majorité de femmes très jeunes le constituait, portant des pancartes évoquant beaucoup les questions de sexualité, de sexisme, de harcèlement, de menstruations ou encore du travail domestique. «Je rêve de ne pas faire la grève dans 30 ans pour ma petite-fille», pouvait-on lire sur un écriteau. Après un long parcours au centre-ville, la manifestation est revenue vers «Georgette-Pythonne», où concerts et stands ont encore attiré du monde jusque tard dans la nuit. ■ **JB/photos Neil Labrador**

UBER OU L'ART DE L'ENFUMAGE

Uber propose à ses chauffeurs et ses coursiers une «assurance», qui prévoit des prestations dont les employés de la société ont de toute façon droit

NEIL LABRADOR

Unia met en garde les conducteurs d'Uber contre l'assurance proposée.

Jérôme Béguin

Uber proposent désormais à ses chauffeurs en Suisse une «assurance», qui prétend couvrir la maladie, les accidents et les congés paternité et maternité. Selon le communiqué diffusé fin mai par un cabinet de conseil de la place roulant pour la société de transport, ce programme nommé «Protection partenaire» a été conçu en partenariat avec le groupe Axa «pour offrir davantage de sécurité aux partenaires Uber sans restreindre leur indépendance à laquelle ils sont très attachés, comme l'ont démontré plusieurs enquêtes»; il est «entièrement financé par Uber, sans frais pour les chauffeurs et les coursiers Uber Eats». Si l'on en croit l'entreprise technologique, 150 000 chauffeurs et coursiers d'une vingtaine de pays européens bénéficieraient déjà de cette prestation. Sur la plateforme helvétique que nous avons consultée, la présentation de «Protection partenaire» renvoyait d'ailleurs au site français.

Pour Unia, il s'agit d'un «concept d'assurance absurde et inutile» et même d'une «honte» dans la mesure où les chauffeurs ainsi que les coursiers «ont de toute façon droit à ces prestations et dans une bien plus large mesure car, sur le plan juridique, ils sont considérés comme des employés d'Uber». La caisse accidents Suva, le Secrétariat d'Etat à l'économie et, plus récemment le Tribunal des prud'hommes de Lausanne ont en effet conclu que les chauffeurs exercent une activité dépendante et doivent être considérés comme des employés. A la maladie, les accidents et les congés pour les naissances, il convient d'ajouter, comme le rappelle le syndicat dans un communiqué, le remboursement des frais professionnels, une assurance responsabilité civile pour le transport professionnel de personnes, l'assurance chômage et la prévoyance vieillesse (AVS et 2e pilier): «Autant de prestations qu'Uber doit fournir à ses employés.»

«DÉMARCHE PUBLICITAIRE»

«Il s'agit pour nous d'une démarche publicitaire qui relève d'une stratégie de communication ou, pour le dire autrement, d'un enfumage», souligne Umberto Bandiera, responsable romand de la branche transport d'Unia.

Relevons que cette annonce d'Uber intervient au moment où la société a déposé un recours auprès du Tribunal cantonal contre le jugement des prud'hommes lausannois pour licenciement abusif d'un conducteur.

«Faute d'avoir pu consulter la police d'assurance, nous ne connaissons ni le montant des indemnités ni les conditions d'octroi. Reste que cette annonce crée un précédent inacceptable dans notre pays. Une entreprise décide seule et de manière quasi secrète des conditions sociales de ses employés, c'est du jamais-vu. Cette tentative d'introduire un système d'assurance arbitraire et privatisé doit alerter les autorités. De notre côté, cela ne fait que confirmer notre position sur l'illégalité de l'activité pratiquée par Uber», explique le secrétaire syndical, avant d'inviter encore une fois la multinationale «à respecter le cadre légal en Suisse et à assumer ses devoirs d'employeur».

Unia appelle aussi les conducteurs d'Uber à se mettre en rapport avec lui. Cela en vaut la peine. Le syndicat a déjà déposé une vingtaine de dossiers sur la table des prud'hommes de Genève. Affaire à suivre. ■

COURRIER

MONTREUX, CAPITALE ÉPHÉMÈRE D'UN MONDE AUX ABOIS!

Montreux a accueilli la 67e édition de la réunion du groupe Bilderberg. Une officine plus ou moins secrète de la gouvernance de l'Occident chrétien et capitaliste. Ainsi, cette ville touristique perpétue sa tradition en lien direct avec la grande histoire, et quand la Première Guerre mondiale éclata, ses hôtels étaient vides. Pour occuper le personnel désœuvré, il s'organisait des conférences-débats pour divertir la diaspora. Lénine y fut même invité à plusieurs reprises. Les hôteliers étaient loin de se douter qu'il serait, quelques années plus tard, le premier président de l'URSS. Dans l'entre-deux-guerres, en 1934, la ville de Montreux fut choisie par le *Comité d'action pour l'Universalité de Rome,* créé par Mussolini, pour l'organisation du premier Congrès fasciste international. Inutile de vous écrire la suite du sujet. Mais, dans la nuit du 31 avril au 1er mai 1945, les soldats de Staline pénétraient, avant les Américains, dans les ruines de la capitale allemande. De surcroît, le bâtiment de l'ambassade suisse, situé à proximité du Reichstag, avait servi de quartier général aux officiers de l'Armée rouge. Pour le Vatican et tous ceux qui avaient lutté contre les communistes, cet événement fut vécu comme l'Apocalypse!

C'est dans ce contexte dramatique que fut créé, en 1954, le groupe Bilderberg avec le dessein de contrer l'hégémonie soviétique, dans le processus de décolonisation de l'après-guerre. Sur les hauts de Montreux, l'ancien Caux-Palace, qui avait hébergé de nombreux réfugiés, fut acquis par une organisation internationale, Réarmement moral, aujourd'hui Initiatives et Changement. Sa mission consistait à contenir la dérive des âmes vers le communisme. Avec l'Otan et bien d'autres organisations, les membres du club Bilderberg avaient atteint l'objectif: l'élimination de «l'empire du mal». Toutefois, la disparition de l'Union soviétique s'est faite par l'humiliation de son peuple et par la corruption d'une partie de son élite, accueillie à bras ouverts dans les capitales financières du monde dit «libre». Aujourd'hui, le groupe est aux abois. Il doit faire face à la prospérité de la première puissance communiste mondiale, la Chine. A cela s'ajoute le ressentiment des Russes, délogés d'Afghanistan par les moudjahidins, armés en son temps par les Américains. Viennent s'additionner le bilan catastrophique des croisades militaires en Irak et encore l'angoisse des populations occidentales, confrontées aux limites de la société de consommation, imposées par l'«urgence climatique» et vous avez une idée de ce qui s'est probablement dit à Montreux. ■

Jean-Claude Cochard, ancien président de l'Union syndicale vaudoise

BRÈVES

MOBILISATION POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE HUMAINE

Coordin'action Poya Solidaire organise une journée d'information et de mobilisation en faveur des migrants soumis à l'aide d'urgence mercredi 26 juin, à la rue de Romont, devant le temple, à Fribourg. Au programme: dès 8h, confection d'un drapeau à suspendre à sa fenêtre; dès 11h30 repas (stand de nourriture); à 18h, témoignages, rassemblement et défilé. Dans le canton de Fribourg, précise l'association, 200 requérants d'asile vivent avec une aide plus que minimale dont certains depuis plus de dix ans. Une situation qui, souligne-t-elle, a des conséquences graves sur leur santé physique et psychique. Dans ce contexte, la Coordin'ation Poya Solidaire exige «la fin du statut dégradant» de l'aide d'urgence et la régularisation des exilés concernés. Ses revendications sont soutenues par 2400 personnes signataires d'une pétition qui a été remise le 19 novembre dernier aux autorités. ■ **L'ES**

HOMMAGE AUX VICTIMES D'ÉCOCIDES

THIERRY PORCHET

Jeudi 6 juin, une marée rouge devait recouvrir la place Fédérale, dans laquelle des êtres humains se seraient couchés «en hommage aux victimes des écocides passés, présents et futurs». Finalement, le liquide symbolisant le sang aura été déversé vers le marché de Berne, là où la police a retenu la centaine de manifestants de la section suisse du mouvement international Extinction Rebellion (lancé le 31 octobre 2018 à Londres, présent aujourd'hui dans plus de 50 pays). Ce jour-là, le Conseil national devait examiner un postulat concernant l'instauration du Fonds vert pour le climat. L'occasion pour le mouvement écologiste de rappeler la gravité de la situation et de prouver sa détermination à poursuivre ses actions tant que ses demandes ne seront pas entendues par le gouvernement. Soit la diminution des émissions de gaz à effet de serre de tous les secteurs de l'économie jusqu'à zéro net d'ici à 2025, puis la mise en place de toutes les mesures nécessaires pour préserver la biodiversité, ainsi que l'information aux citoyens sur l'urgence d'agir. Pour mener ce processus, Extinction Rebellion demande également la création d'assemblées populaires pour une véritable démocratie participative. ■ **AA**

xrebellion.ch/index-fr.html

AGENDA UNIA

FRIBOURG

PERMANENCES ANNULÉES
Durant le mois de juin, les permanences syndicales suivantes sont annulées:
Mercredi 19 juin (veille de la Fête-Dieu): annulation des permanences à Fribourg et à Bulle.
Jeudi 20 juin (Fête-Dieu): annulation de la permanence à Fribourg.

GENÈVE

SÉANCE
Comité de nettoyage: samedi 22 juin à 17h30

PERMANENCE PAPYRUS
Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

La séance et la permanence ont lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE
Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:
La Chaux-de-Fonds: le jeudi 20 juin à 16h.
Neuchâtel: le mardi 20 août à 16h.

GROUPE MIGRATION
Mercredi 19 juin à 18h30: projection de *Taste of Cement* et débat, secrétariat Unia de Neuchâtel, entrée libre.

TRANSJURANE

PROGRAMME D'ACTIVITÉS
20 juin - Pique-nique. Châlet de la bourgeoisie de Cormoret à Mont Crosin. Org. groupe Jura bernois.
4 septembre - Comité des retraités à 14h. Restaurant à Porrentruy. Org. région.
12 septembre - Sortie annuelle. Lieu à définir. Org. région.
19 septembre - Dîner friture de sandre. Cabanes des Pêcheurs à Frinvilier. Org. groupe Jura bernois.
10 octobre - Comité romand. Lausanne. Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.
17 octobre - Sortie automnale. A définir. Org. groupe Jura bernois.
13 novembre - Saint-Martin. Restaurant de la Cigogne à Miécourt. Org. Ajoie.
21 novembre - Assemblée du groupe et dîner à 11h. Bocciodrome de Corgémont. Org. groupe Jura bernois.
27 novembre - Comité et assemblée générale des retraités. Restaurant du Jura, Bassecourt. Org. région.

VAUD

FERMETURES ESTIVALE
Le secrétariat de Lausanne ne ferme pas.
Nyon - La Côte: fermé du 29 juillet au 9 août, réouverture le lundi 12 août.
Vevey-Riviera Est-Vaudois: fermé du 29 juillet au 9 août, réouverture le lundi 12 août.
Yverdon-Nord Vaudois: fermé du 22 juillet au 2 août, réouverture le lundi 5 août.
La Vallée: fermé du 22 juillet au 2 août, réouverture le lundi 5 août.

SECRÉTARIATS
Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun.
Vous pouvez les contacter au 0848 606 606.
Depuis la France au 0041 848 606 606.

PERMANENCES SYNDICALES
Aigle: chemin de la Zima 2. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, 1er samedi du mois de 9h à 11h. Patronat Ital/Uil: de 15h à 17h30, 1er et 3e mercredi du mois.
Château-d'Œx: pas de dates fixes, prendre contact avec le secrétariat de Vevey.
Lausanne: place de la Riponne 4. Lundi de 14h à 17h30, mardi et jeudi de 14h à 18h30, samedi de 9h à 11h.
Le Sentier: Grand-Rue 44. Mardi et jeudi de 14h à 18h.
Morges: Grand-Rue 73–75. Mardi de 16h à 18h30.
Nyon: place Bel-Air 6. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le premier et le dernier samedi du mois.
Payerne: rue du Simplon 10. Jeudi de 16h à 18h30.
Crissier: rue des Alpes 51. Mardi de 16h à 18h30.
Vallorbe: Grand Rue 9. Mardi de 16h à 18h.
Vevey: avenue Paul-Cérésole 24. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le premier et le dernier samedi du mois.
Yverdon: rue Haldimand 23. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le dernier samedi du mois.

CAISSE DE CHÔMAGE
Lausanne: 021 313 24 80.
Crissier: 021 612 00 40.
Morges: 021 811 40 70.
Nyon: 022 994 88 40.
Yverdon: 024 424 95 85.
Le Sentier: 021 845 62 66.
Vevey: 021 925 70 01.
Aigle: 024 466 82 86.

LA CÔTE

ADRESSE PROVISOIRE
En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille **provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon.**
Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés.
Merci de votre compréhension.

LAUSANNE

SECRÉTARIAT
Notre secrétariat de Lausanne est ouvert **uniquement les après-midis**.
Heures d'ouverture:
Lundi de 13h30 à 17h30.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.
Vendredi de 13h30 à 16h.
Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

GROUPE DES RETRAITÉS
Sortie annuelle
Elle aura lieu le mercredi 26 juin au château de Ripaille, à Thonon-les-Bains. Le rendez-vous est fixé à 8h au parking de la Blécherette à Lausanne. Au programme: visite du domaine, dégustation et repas de midi. Retour en fin de journée.

RIVIERA – EST VAUDOIS

AIGLE
Syndicat et caisse de chômage:
Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d'Aigle vous accueillent dans leurs locaux au chemin de la Zima 2, 3e étage.
Guichet de la caisse de chômage:
Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.
Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.
Permanences téléphoniques:
Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h.
Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

Des banderoles pour les femmes invisibles

Devant la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga et les conseillères d'Etat vaudoises, des militantes pour les droits des migrantes ont dénoncé le sexisme d'Etat

Textes et photos Aline Andrey

Sous la pluie de cette matinée du 14 juin, une vingtaine de militantes d'Appel d'elles – en faveur de la protection, du soutien et de la régularisation des femmes migrantes en Suisse – arrivent discrètement sur le parvis du gymnase du Bugnon à Lausanne, en grève, à l'instar de bon nombres d'établissements scolaires. Les médias sont en attente de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, qui apparaît soudain sous un parapluie rouge, aussitôt accueillie par les conseillères d'Etat vaudoises. Silencieusement, les militantes brandissent des banderoles portant le nom de femmes migrantes et de leurs enfants frappés de décisions de renvoi. «Mehret: Erythréenne, emprisonnée et violée. Décision de renvoi.» «Olanna et ses 2 filles: nigériane, victime de traite humaine. Décision de renvoi.» «Tekleab et son fils: à la rue en Grèce, enceinte de 7 mois. Décision de renvoi vers la Grèce.» Quelques noms parmi beaucoup d'autres femmes invisibles en ce jour historique. Les politiciennes esquivent et ne diront pas un mot sur cette action demandant justice et protection pour les migrantes.

Un peu plus tard, Graziella de Coulon, militante d'Appel d'elles, sur la place Saint-François, devant une foule violette, prend la parole «au nom de toutes celles qui n'osent pas parler, n'osent pas s'exposer et n'osent même pas venir aujourd'hui avec nous sur cette place de peur de se faire repérer ou arrêter», «des rescapées du pire, qui vivent en Suisse en sursis, dans l'angoisse de l'expulsion dont on les menace». Et la militante de dénoncer: «De nos politiciennes, élues pour leurs compétences mais aussi parce que ce sont des femmes, nous avons le droit d'attendre une politique différente de celle de leurs collègues hommes. Je leur demande d'oser se distancier des décisions, souvent encore trop confisquées par les hommes, de leurs collègues ou de leurs partis. Qu'elles osent prendre des positions courageuses, pour changer le cours de la vie d'autres femmes...» ■

appeldelles.ch

Devant les politiciennes, les militantes d'Appel d'elles ont levé silencieusement des banderoles demandant justice et protection pour les femmes migrantes.

FÉMINISME AU GYMNASE

Se faufilant entre les gouttes et les banderoles qui rappellent l'histoire tragique de femmes migrantes, les politiciennes entrent dans le gymnase du Bugnon. Leur objectif: rencontrer une classe de première année, et récompenser quatre étudiantes, Laïa, Louise, Marie et Mathilde, pour leur travail vidéo féministe créé dans le cadre d'un concours* lancé par le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). «Ce projet a ouvert la discussion sur la grève, les stéréotypes, les inégalités. Même si l'on n'est pas encore confrontées au monde du travail, qu'on a l'impression d'avoir les mêmes chances que les garçons, on vit du sexisme ordinaire: des regards, des remarques sur nos vêtements ou nos poils. Or ce qu'on veut c'est que nos choix soient respectés et, plus largement, une acceptation de l'autre tel qu'il est», relèvent les étudiantes, pour qui cette rencontre est surtout l'occasion de mieux connaître le chemin parcouru par ces politiciennes. «Toutes ont vécu des situations inégalitaires, et ont dû s'imposer. Se battre est essentiel», souligne une étudiante. Des modèles pour les unes. Pas vraiment pour une autre, qui pense toutefois qu'elles ont le pouvoir de faire changer les choses.

«Entre notre génération et la leur, l'égalité a progressé, même s'il y a encore parfois des régressions», commente dans les couloirs, la conseillère d'Etat socialiste Nuria Gorrite qui connaît bien les lieux pour y avoir fait ses études. «Je me souviens qu'à l'époque, les remarques à caractère sexiste existaient, mais n'étaient pas nommées. On n'était pas légitimées à les exprimer. Je trouve génial comme ces jeunes femmes osent prendre aujourd'hui la parole.» Et son homologue verte, Béatrice Métraux, de lancer aux étudiantes, en guise de conclusion: «Ne lâchez rien! Jamais!» ■

*toutes1histoire.ch

Des étudiantes du gymnase du Bugnon ont été félicitées par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga pour leur vidéo féministe.

«Le problème initial, c'est le manque de respect»

N'ayant pas eu l'autorisation de faire grève, des étudiantes du collège de la Planta ont décidé de participer à l'événement à leur manière. Discussion à bâtons rompus

Sonya Mermoud

Distribution gratuite le 14 juin dernier, sur la place de la Planta à Sion, d'un journal pas comme les autres, celui réalisé par des étudiantes du collège de la Planta rencontrées à cette occasion, après les cours. Un fanzine richement illustré qui leur a servi de tribune pour aborder la question du féminisme et de l'égalité. «La raison de ce travail? Nous n'avons pas obtenu l'autorisation de faire grève. Alors, on s'est demandé comment participer à notre manière. Et on a décidé de mener une campagne de sensibilisation dans le collège et de créer ce journal», explique Maurane Formaz, une des chevilles ouvrières du projet lancé il y a deux mois avec l'aval de la direction. Aux côtés d'autres participantes, la jeune Valaisanne précise les questions abordées: «On a discuté des thèmes des menstruations, de la place de l'homme dans le féminisme, de la contradiction entre sexualisation du corps des femmes et le tabou qui l'entoure, des stéréotypes liés au genre ou encore des personnalités féminines oubliées dans l'histoire.» Le fascicule a été réalisé par des étudiantes de la 1re à la 5e année et financé par la vente de gâteaux. «Les volontaires ont été recrutées via une information dans le collège et les réseaux sociaux. Une cinquantaine de personnes, dont des garçons, ont pris part à la démarche, après les cours. L'envie de se battre était partagée.» Les motivations des participantes qui noteront «l'effervescence des échanges d'idées, la joie d'avoir mené ce travail ensemble, les amitiés créées» se basent sur leur vécu.

THIERRY PORCHET

L'engagement n'attend pas les années... L'équipe féministe de choc du collège de la Planta.

DES PRÉJUGÉS QUI ONT LA VIE DURE

Adalie observe: «Il y a toujours des remarques, des comportements, des habitudes discriminantes. Les menstruations par exemple restent taboues. Elles ne sont pourtant pas horribles.» Un sujet qui aura valu aux jeunes femmes quelques moqueries, elles qui ont installé dans les toilettes du collège des boîtes destinées aux protections hygiéniques. «Il y a eu beaucoup de réactions, mais elles n'étaient pas vraiment méchantes.» Maurane note de son côté les préjugés qui ont toujours la vie dure en matière d'études et souligne la sous-représentation des femmes dans le domaine des mathématiques. Silène aborde la question vestimentaire et de la sécurité: «Le jour où porter une jupe augmentera une attitude de respect et non un risque dans certains quartiers, on aura franchi un cap.» Eva souligne les freins professionnels: «Nombre de femmes suivent des études supérieures, mais on ne les retrouve pas ensuite dans les postes de travail. Il y a aussi de l'autocensure, une forme de protection par rapport à un système sociétal qui a généré ce phénomène.» Adalie ne juge pas pour autant qu'une femme n'aurait plus le droit de rester à la maison. «Si elle le souhaite, il n'y a pas de problème. Mais cela ne doit en aucun cas être une obligation.» «On ne doit pas être stigmatisées par rapport à nos choix», renchérit Silène. Marie se réjouit des progrès accomplis comparés à la situation de sa grand-mère et l'obtention entre autres du droit de vote, mais estime qu'il faut poursuivre la lutte: «A nous de reprendre le flambeau et de continuer à se battre pour l'égalité.» Un suivi qui sera notamment assuré par la diffusion à l'école d'un court métrage sur les violences conjugales. Interrogée sur ses attentes par rapport à la grève, Eva répond: «Ce genre d'action ne sera plus nécessaire le jour où les femmes n'auront plus à devoir déterminer leur place dans la société, où les questions actuelles ne se poseront plus. Le problème initial, c'est le manque de respect.» ■

COUP DE

THIERRY PORCHET

«NOUS SOMMES PLUS QUE JAMAIS EN COLÈRE!»

Les horlogères de la Vallée de Joux ont mobilisé leurs collègues afin de partager, le temps d'un repas, leurs revendications et leurs espoirs pour un changement dans la branche

SYLVIANE HERRANZ

Déterminées et enthousiastes. A la Vallée de Joux, berceau de la grève de 1991, le groupe des horlogères a présenté, durant la pause de midi, son cahier de revendications.

THIERRY PORCHET

Vania Alleva, présidente d'Unia, est venue saluer le courage des ouvrières, «qui donne de la force à beaucoup d'autres femmes».

Sylviane Herranz

La Vallée de Joux. Berceau de la grève des femmes de 1991. Et aujourd'hui encore, terreau des inégalités salariales… Mais source aussi d'une révolte et d'une volonté infaillible de faire changer les choses. Comme en 1991 quand, ainsi que l'a rappelé Camille Golay, secrétaire syndicale d'Unia, «Liliane Valceschini, syndicaliste et horlogère à l'orgine de l'idée de la grève des femmes, m'a dit que cette pensée lui était venue d'une colère comme elle en avait souvent face à ses conditions de travail et de femme». Et cette colère, un groupe d'une douzaine d'horlogères l'ont avivée pour faire de la journée du 14 juin un des moments forts de la grève de 2019. Un moment de pause de midi prolongée pour certaines, mais sans véritable débrayage, la peur et la paix du travail signée dans l'industrie horlogère rendant les choses «extrêmement compliquées», indique Camille Golay. Reste que l'énergie et la volonté de changement du groupe des horlogères d'Unia ont permis de rassembler plus de 500 femmes, et de nombreux hommes, sous une cantine du Sentier le 14 juin.

Durant le repas, les horlogères ont égrené leurs revendications. Un cahier réalisé pendant la préparation du 14 juin et déposé le jour même à La Chaux-de-Fonds, auprès de la Convention patronale, par leurs collègues neuchâteloises. Dans l'horlogerie, où un travailleur sur deux est une femme, les salaires stagnent depuis… 28 ans. En 1991, près de la moitié des employés de l'horlogerie touchaient moins de 3500 francs brut par mois, et 93% d'entre eux étaient des femmes. Aujourd'hui, le salaire minimum est de 3670 francs. L'inégalité salariale dans la branche est de 24,8%. «Nous sommes plus que jamais en colère! Les revendications de l'époque ne sont toujours pas respectées!» lance Camille Golay avant de céder la parole à Florence, déléguée syndicale chez Blancpain, qui présente la première revendication des horlogères: le respect. «Qui n'a jamais été victime d'un geste déplacé? Nous exigeons la tolérance zéro à l'égard des comportements sexistes et du harcèlement.» Elle dénonce aussi le patriarcat dans l'organisation du travail: «Seul le 1% des femmes de la branche occupe des postes de direction.»

FAMILLE ET INÉGALITÉS

Quand Hanane, déléguée syndicale chez Vacheron Constantin, demande qui est mère dans la salle, une forêt de mains se lèvent. «Une naissance est trop souvent considérée négativement, comme un tsunami pour les patrons. Un chef a dit une fois qu'il faudrait installer un distributeur de préservatifs! Qu'il en avait marre de toutes ces femmes enceintes, ça perturbait la production… Nous voulons que ça change, que des mesures soient prises à la Vallée pour les gardes des enfants, et que les temps partiels soient également possibles pour les hommes. Nous voulons aussi l'arrêt des suspicions quand nous prenons les trois jours auxquels nous avons droit pour nous occuper de notre enfant malade.» Troisième volet du cahier de revendications: l'argent. Ouvrière de production, Yevgena a dit la révolte des horlogères face aux salaires toujours extrêmement bas et à l'inégalité persistante. «Nous gagnons encore 25% de moins que nos collègues masculins. Cette différence est intolérable. Elle a des effets non seulement sur notre pouvoir d'achat, mais aussi sur nos retraites, à toutes et à tous. Je me fais du souci pour ma génération. Chaque année, l'inégalité salariale fait perdre 800 millions de francs à l'AVS. Nous exigeons que nos entreprises se soumettent à un contrôle indépendant de l'égalité des salaires, et qu'elles s'engagent à corriger la situation dans un délai de trois ans. Nous voulons aussi de véritables négociations sur les salaires réels, et une augmentation des salaires minimums horlogers pour toutes et tous.»

COUP D'ACCÉLÉRATEUR NÉCESSAIRE

«Notre travail ne s'arrête pas aujourd'hui. L'étape suivante sera de défendre le cahier de revendications lors du renouvellement conventionnel en 2020», a conclu Camille Golay avant d'être ovationnée. Et que la salle retentisse des *Oli, Oli, Ola* du chant de la grève féministe, entamé avec fougue par le groupe des horlogères. Un enthousiasme salué par Vania Alleva, présidente d'Unia, qui avait fait le déplacement à la Vallée. «C'est un honneur d'être dans ce lieu symbolique. Vous faites preuve d'un courage admirable qui donne de la force à beaucoup d'autres femmes, a-t-elle déclaré. La lutte doit se poursuivre. La grève des femmes n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire! Aujourd'hui en Suisse, des centaines de milliers de femmes disent qu'elles en ont assez. Il faut un coup d'accélérateur en faveur du droit des femmes. Pour l'égalité, l'accueil des enfants, la reconnaissance du travail féminin. Et ça, maintenant! Notre patience est à bout!» ■

Les employées d'EMS veulent du respect

Une dizaine de travailleuses, et quelques résidentes, se sont rassemblées aux Pâquis pour exiger plus de personnel ainsi qu'une reconnaissance de leur métier

MANON TODESCO

Des employées ont dénoncé la dégradation des conditions de travail.

MANON TODESCO

Avec des résidentes des Pâquis solidaires…

Manon Todesco

«Je travaille avec des personnes, pas dans un abattoir»: la pancarte donne le ton. En ce matin du 14 juin, une petite dizaine de femmes étaient présentes aux Pâquis, soutenues par Unia, pour dénoncer leurs conditions de travail dans les EMS, mais aussi le manque de reconnaissance. Elles sont aides-soignantes, femmes de chambre ou encore employées de cafétéria, travaillent dans les résidences de Notre-Dame, Plantamour et du Petit-Saconnex. Quelques-unes sont grévistes, d'autres ont travaillé plus tôt et la plupart sont en congé. «Cela a été très compliqué de convaincre nos collègues de venir, elles ont peur», confie l'une d'elles. La liste des griefs est longue pour ces travailleuses, souvent précaires, en grande souffrance. «On se sent exploitées, nous travaillons toujours en sous-effectif et nous ne sommes jamais écoutées», dénonce Cristina (prénom d'emprunt), aide-soignante, qui dit avoir été traitée de «Bac -4» par ses supérieurs. «Nous avons de moins en moins de moyens et, à l'inverse, on nous en demande toujours plus.» Ce que ces «femmes à tout faire» revendiquent est clair: plus de personnel et que leur travail soit enfin valorisé. «Nous exigeons plus de considération, souligne Coralie (prénom d'emprunt). Cela passe par le salaire mais aussi par la reconnaissance de nos compétences et notre capacité à obtenir des postes à responsabilités.» Elles veulent aussi plus de temps, une revendication amplement partagée par les résidents. «Le matin, nous avons 16 minutes pour faire la toilette à chaque patient: c'est impossible! On nous demande de travailler comme des robots mais la qualité des soins en pâtit. Nos résidents disent qu'on les stresse, mais on ne peut pas faire autrement. Ils mériteraient qu'on fasse moins de paperasse et de ménage et qu'on soit plus disponibles pour les accompagner.» A la Maison de retraite du Petit-Saconnex, elles sont quatre aides-soignantes pour 28 résidents, et deux femmes de chambre sur la matinée. «Quand j'ai commencé il y a plus de vingt ans, il y avait assez de personnel sur le terrain, se rappelle une femme de chambre. Maintenant, il est dans les bureaux!»

Ce qu'elles attendent de ce 14 juin? «Que les choses bougent, afin d'assurer un meilleur avenir pour nos filles», répond une employée. «Que l'on travaille avec le cœur, pas en pensant à l'argent», lance une autre. Et enfin, «que la société n'oublie pas qu'on compte autant que les hommes». En somme, de l'argent, du temps et du respect. ■

COUP DE

ÉRIC ROSET

NEIL LABRADOR

ÉRIC ROSET